

COMMUNIQUE DE PRESSE

le ... septembre 2015

Les associations signataires souhaitent exprimer leur plus vive émotion et leur consternation suite à l'agression homophobe de deux jeunes garçons le weekend dernier à Marseille et demandent aux pouvoirs publics (Etat, Région Département, Communauté urbaine) la tenue prochaine d'une rencontre pour mettre en place un plan de lutte efficace contre les discriminations et les violences que subissent les personnes lesbiennes, gaies, bies et trans sur notre territoire.

Un événement grave vient de se produire : dimanche 6 septembre 2015, au petit matin, Paul, 26 ans, et Tony, 25 ans, ont été insultés et roués de coups par 5 agresseurs en plein centre de Marseille en raison de leur homosexualité présumée (*voir la Provence du 9/9/15*) : 40 jours d'interruption temporaire de travail, des fractures multiples, un moral durement éprouvé sont en cette rentrée 2015 le quotidien douloureux de ces deux jeunes victimes.

Nous souhaitons tout d'abord apporter notre plus entier soutien et notre solidarité totale aux deux victimes et à leur proches pour leur souhaiter un prompt rétablissement. L'enquête est actuellement en cours afin de retrouver ces agresseurs et nous espérons bien-sûr que les coupables seront retrouvés et jugés comme il se doit.

Malheureusement cette agression s'inscrit dans une atmosphère délétère sur notre territoire, marquée par un certain nombre d'événements alarmants et répétitifs :

- en début d'année, une jeune collégienne de 14 ans a été victime de harcèlement dans son établissement scolaire du centre ville et sur les réseaux sociaux en raison de son orientation sexuelle supposée : n'ayant pas reçu l'accompagnement escompté de la communauté éducative, isolés, les parents ont été contraints de la changer d'établissement en mars 2015 (*cf la Provence du 15/04/15*) ;
- un mariage entre deux femmes, Claude et Hélène se trouve annulé fin 2014 parce qu'une élue s'est permise de ne pas appliquer la loi, de façon discriminatoire. Le jugement doit être rendu le 29 septembre prochain.

Malgré des lois volontaristes d'égalité et de lutte contre les discriminations, de toute part, il existe encore, ici et maintenant, un climat lgbt-phobe consternant qui nous alerte : la rue, les établissements scolaires, l'administration (une mairie), les réseaux sociaux sont et restent des lieux, des espaces publics insécurisants où peuvent s'exercer le préjugé, les injures, le harcèlement, la violence physique en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

Dans ce contexte, **il apparaît clairement et douloureusement qu'il existe un déficit flagrant de prévention et de lutte contre les discriminations, plus particulièrement celles que subissent les personnes lesbiennes, gays, bi-es et trans.** Si nos associations s'efforcent de mener un véritable travail de prévention sur le terrain, nous faisons le constat d'un manque de politiques publiques ambitieuses, volontaristes, coordonnées et lisibles en la matière, tant la tâche est grande.

En conséquence, les associations signataires souhaitent qu'une rencontre urgente soit organisée avec l'ensemble des partenaires publics pour dresser un constat partagé afin de mettre en place sur nos territoires un ensemble d'actions communes et un agenda concret de lutte contre les discriminations en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

Les association signataires :

pj : la lettre envoyée aux autorités publiques par les association signataires